



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

construction

Question écrite n° 43083

Texte de la question

M. Patrick Balkany appelle l'attention de M. le ministre de l'équipement, des transports, de l'aménagement du territoire, du tourisme et de la mer sur les difficultés éprouvées par certains propriétaires quant à l'application de la loi du 3 janvier 2003 relative à la sécurité des piscines. Conformément à cette loi, les propriétaires de bassins à usage collectif installés avant le 1er janvier 2004, sous réserve qu'existe à cette date un dispositif adaptable à leurs équipements, doivent avoir équipé au 1er janvier 2006 leurs piscines d'un dispositif de sécurité normalisé. Cependant, en cas de locations saisonnières de l'habitation, un dispositif de sécurité doit être installé avant le 1er mai. Or, certains propriétaires n'ont pas mis en conformité leurs installations au motif que les nouvelles normes AFNOR pour l'équipement de sécurisation des piscines n'ont été homologuées que depuis de le 5 mai 2004. En outre, le carnet de commande surchargé des installateurs, voire des fabricants, compte tenu des délais prévus par la loi, ne permet plus d'équiper toutes les piscines proposées à la location pour la saison estivale de 2004. Afin d'être en totale conformité avec les textes, il faudrait soit rendre les piscines inaccessibles, soit annuler les réservations en cours, ce qui n'est guère souhaitable. Aussi, il lui demande de bien vouloir préciser les mesures envisagées par le ministère en la matière afin de permettre aux loueurs d'avoir le temps matériel de se mettre en conformité avec la législation en vigueur. - Question transmise à M. le secrétaire d'État au logement.

Texte de la réponse

Le risque de noyade des jeunes enfants dans les piscines privées est un sujet grave. Chaque année, des accidents sont à déplorer, c'est pourquoi tout doit être fait pour en prévenir l'occurrence, surtout lorsque la prévention de ces accidents peut être obtenue grâce à des aménagements matériels. La loi du 3 janvier 2003 prévoit l'obligation de sécuriser les piscines privées avant le 1er janvier 2006. Les propriétaires pouvaient donc effectuer les travaux dans un délai de près de trois ans à compter de la publication de la loi. Il a semblé souhaitable d'avancer cette date au 1er janvier 2004 pour les locations saisonnières, afin de tenir compte des risques supplémentaires liés, notamment, à l'utilisation des piscines par des personnes peu familières de ces équipements. Bien que la procédure de définition des normes ait été particulièrement rapide à la suite du vote de la loi, puisque celles-ci ont été publiées mi-décembre 2003, il est apparu nécessaire de laisser aux propriétaires un délai supplémentaire de quatre mois pour effectuer les travaux et un nouveau délai a été fixé par le législateur au 1er mai 2004. Des propriétaires, qui n'ont pas procédé aux travaux et s'apprêtent à mettre en location, ont fait part de leurs préoccupations. En effet, bien qu'ils existent sur le marché, il semble que certains propriétaires ont éprouvé de réelles difficultés pour se procurer des dispositifs conformes aux normes. Pour remédier aux difficultés que ces propriétaires rencontrent et leur permettre d'effectuer les travaux de la mise en sécurité de leurs bassins dans les meilleures conditions possibles, le décret du 31 décembre 2003 pris en application de la loi a été modifié par un décret du 7 juin 2004. Désormais, les propriétaires de piscines ont la possibilité d'installer ou de réaliser des dispositifs répondant aux critères de sécurité prévus par le décret, sans nécessairement opter pour des dispositifs normalisés. De même, les dispositifs installés avant la parution du décret peuvent être validés s'ils en respectent les exigences de sécurité. Dans ces conditions, et afin d'assurer

le plus rapidement possible la sécurité des jeunes enfants, il n'est pas prévu de repousser les dates de mise en application de la loi du 3 janvier 2003 relative à la sécurité des piscines. Les quatre normes parues en décembre 2003 ont, elles aussi, été modifiées en mai dernier afin de permettre le développement d'un plus grand nombre de dispositifs sur le marché. Concernant la certification des produits, il est rappelé qu'il s'agit d'une démarche totalement volontaire, la mise sur le marché de produits conformes aux normes se faisant sous la responsabilité des fabricants.

Données clés

Auteur : [M. Patrick Balkany](#)

Circonscription : Hauts-de-Seine (5^e circonscription) - Députés n'appartenant à aucun groupe

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 43083

Rubrique : Bâtiment et travaux publics

Ministère interrogé : équipement

Ministère attributaire : logement

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 6 juillet 2004, page 5034

Réponse publiée le : 24 août 2004, page 6698